

## Mission à l'Assemblée préfectorale de Kyoto

Délégation de l'Assemblée nationale du Québec pour les relations avec la préfecture de Kyoto (DANRPK)

Kyoto et Tokyo, Japon  
13 au 16 mai 2024

### Délégation québécoise

- M<sup>me</sup> Nathalie Roy, présidente de l'Assemblée nationale du Québec (ANQ)
- M. Jean-François Simard (Montmorency), vice-président de la DANRPK
- M<sup>me</sup> Sona Lakhoyan Olivier (Chomedey), vice-présidente de la DANRPK
- M. Siegfried Peters, secrétaire général
- M. Étienne Lévesque, directeur du cabinet de la présidente
- Conseiller en relations interparlementaires et internationales

### Contexte

L'Assemblée nationale du Québec et l'Assemblée préfectorale de Kyoto (APK) entretiennent des relations bilatérales depuis la signature d'une déclaration de collaboration en 2016. Celle-ci vise à établir des collaborations dans divers secteurs, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'innovation, de la science, de la technologie, ainsi que sur les enjeux entourant la baisse de la natalité et le vieillissement de la population. La dernière activité conjointe avait eu lieu à Québec, les 29 et 30 mai 2018. Un déplacement à Kyoto était initialement prévu lors de la semaine du 13 avril 2020. Compte tenu du contexte de pandémie de l'époque, la rencontre avait été remise à une date ultérieure. C'est ainsi, qu'en janvier 2024, l'Assemblée préfectorale a transmis une invitation officielle pour accueillir une délégation de parlementaires québécois et relancer les échanges en mai 2024 à Kyoto.

## Objectifs et résultats


Rencontrer le Délégué général et les membres de l'équipe de la Délégation générale du Québec à Tokyo (DGQT).

D'emblée, il importe de mentionner que dans le cadre de cette mission, l'ANQ et la DGQT ont travaillé conjointement à la planification et l'organisation du programme pour ce déplacement. Un accompagnement a également été offert par le délégué général ainsi qu'une conseillère de la DGQT.

- La délégation de l'ANQ a débuté son programme par une visite dans les bureaux de la DGQT et une rencontre avec le délégué général. Ce dernier a présenté un bref portrait économique du Japon. Une attention particulière a été portée sur l'efficacité de la structure de mise en marché et l'ouverture aux partenariats externes pour les produits et services innovants. Concernant la thématique de la pénurie de main d'œuvre, le délégué a abordé principalement deux points. D'une part, le recours à une immigration non permanente de travailleurs asiatiques pour palier à des besoins spécifiques dans les industries. D'autre part, le vieillissement de la population sous l'angle de la participation des travailleurs âgés au marché du travail qui se fait beaucoup par nécessité de revenu. Sur ce point, il a été soulevé que le vieillissement de la population au Japon s'accompagne d'une forme d'acceptation de la décroissance de la population par les citoyens et les dirigeants.

Échanger sur les thèmes de la pénurie de main d'œuvre et la promotion culturelle, comprendre les enjeux spécifiques du Québec et du Japon et identifier les bonnes pratiques en la matière.

- Durant la séance de travail portant sur la pénurie de main d'œuvre, les parlementaires québécois et kyotoïtes ont débuté en faisant un état de situation sur cette problématique pour leur État respectif. Du côté québécois, les difficultés de recrutement des travailleurs et leurs impacts sur les activités économiques, les entreprises et le système de santé ont été abordés. Du côté japonais, l'emphase a surtout été mise sur la baisse du taux de natalité et le vieillissement de la population qui exercent une pression sur la disponibilité de la main d'œuvre. Les questions de la partie japonaise ont principalement porté sur l'apport de l'immigration dans le contexte de pénurie de main d'œuvre. Elles ont permis d'aborder les mesures de soutien du Québec en matière de francisation ainsi que l'accès des nouveaux arrivants aux services publics, comme la santé, l'éducation et les centres de la petite enfance. Les parlementaires nippons ont abordé les initiatives pour attirer la main d'œuvre dans la préfecture, notamment l'amélioration de l'environnement de travail et la promotion des entreprises en démarrage et le développement du secteur de l'intelligence artificielle.
- Par ailleurs, une autre préoccupation sur laquelle les conversations sur la pénurie de la main d'œuvre ont porté est celle de la crise du logement. À Kyoto, la préservation des




logements et des bâtiments patrimoniaux est à risque en raison de la conversion des logements en résidence à court terme et aussi à cause de la spéculation immobilière. Une facette de la crise qui préoccupait à la fois les parlementaires québécois et nippons était celle de l'éviction des personnes âgées des quartiers centraux pour la rénovation ou conversion de logements en habitation de luxe ou locative.

- Les deux thèmes identifiés ont été combinés à des visites de terrain. Concernant la promotion culturelle, la délégation québécoise a pris part à une visite de restauration patrimoniale d'un temple, vieux de 700 ans, situé dans un sanctuaire de Kyoto. La rencontre a été animée par un chargé de projet du Service de la protection du patrimoine de la préfecture. Les explications ont mis en lumière toute l'importance de la préservation du patrimoine bâti, notamment par la conservation et la restauration de certains matériaux et pièces d'origine. Le chargé de projet a insisté sur la valorisation des métiers et techniques traditionnels nécessaires à la restauration artisanale des bâtiments historiques.
- Du côté de la pénurie de main d'œuvre, la délégation de parlementaires s'est rendue au *Advanced Telecommunication Research Institute International (ATR)*, un centre qui mène des recherches fondamentales dans les domaines des télécommunications, de l'intelligence artificielle, de la robotique et des interfaces homme-machine. Les diverses présentations visaient à démontrer les usages potentiels des androïdes semi-automatiques et automatiques pour palier à la pénurie de main d'œuvre dans divers secteurs, notamment le service à la clientèle.

Contribuer à la promotion du Québec comme partenaire international et assurer la visibilité de l'Assemblée nationale.

- Mis à part les rencontres avec les parlementaires de la préfecture, d'autres entretiens étaient prévus dans le programme avec des acteurs politiques et étatiques importants. Le premier entretien a eu lieu avec le gouverneur de la préfecture de Kyoto, M. Takatoshi Nishiwaki. Ce dernier a fait une synthèse des relations entre le Québec et Kyoto tout en exprimant le souhait que les échanges se poursuivent. À cet égard, il a mentionné la prochaine Exposition universelle d'Osaka en 2025, où il aimerait bien voir un projet d'échange étudiant sous l'angle de la recherche et développement et que des Québécois puissent y participer. La présidente a signifié au gouverneur l'ouverture de l'ANQ à recevoir une délégation de députés de Kyoto pour 2025 et que les parlementaires pourraient être des agents facilitant si le projet d'échange prenait forme.
- La seconde rencontre a été tenue avec une membre de la chambre des Conseillers et première femme à avoir occupé le poste de ministre de l'Égalité des genres au Japon, M<sup>me</sup> Kumiko Inoguchi. La sénatrice a abordé les mesures qu'elle a mises en place lors de son mandat et à instaurer dans un avenir proche pour inciter les femmes à s'impliquer activement au niveau politique ou social au Japon. À cet effet, elle a notamment présenté



l'idée de la semaine de travail de quatre jours, dans un contexte où le cinquième jour serait un congé payé ayant pour objectif la conciliation travail-famille ou l'implication communautaire par exemple. De son côté, la présidente de l'ANQ a mentionné son objectif durant son mandat d'encourager la participation et l'implication des femmes en politique.

- Enfin, les parlementaires ont rencontré les autorités du ministère des Affaires étrangères du Japon (MOFA), direction de l'Amérique du Nord. Le principal point de la rencontre a porté sur les exigences de francisation du Québec et certains enjeux auxquels les travailleurs étrangers, notamment les Japonais, peuvent faire face lors de séjour de plus de deux ans. Les députés Québécois ont veillé à ce que les intervenants aient une bonne compréhension de la mise en œuvre de la loi et à les mettre en relations avec la DGQT pour obtenir toutes les informations complémentaires relatives à leurs questionnements.

## Suivi

La prochaine rencontre entre l'ANQ et l'APK se tiendra à Québec. Le moment exact reste à discuter entre les deux institutions.

## Dépenses

### Nathalie Roy, présidente de l'Assemblée nationale du Québec

Transport	12 467,63 \$
Repas	329,11 \$
Hébergement	1 878,66 \$
Divers	243,42 \$
<b>Sous-total</b>	<b>14 918,82 \$</b>

### Jean-François Simard (Montmorency), vice-président de la DANRPK

Transport	14 903,11 \$
Repas	329,11 \$
Hébergement	1 878,66 \$
Divers	243,42 \$
<b>Sous-total</b>	<b>17 354,30 \$</b>

**Sona Lakhoyan Olivier (Chomedey), vice-présidente de la DANRPK**

Transport	13 017,49 \$
Repas	329,11 \$
Hébergement	1 878,66 \$
Divers	278,78 \$
<b>Sous-total</b>	<b>15 504,04 \$</b>

**Siegfried Peters, secrétaire général**

Transport	15 226,74 \$
Repas	329,11 \$
Hébergement	1 878,66 \$
Divers	243,42 \$
<b>Sous-total</b>	<b>17 677,93 \$</b>

### Étienne Lévesque, directeur du cabinet de la présidente

Transport	12 993,23 \$
Repas	329,11 \$
Hébergement	1 878,66 \$
Divers	243,42 \$
<b>Sous-total</b>	<b>15 444,42 \$</b>

### Conseiller en relations interparlementaires et internationales

Transport	6 281,44 \$
Repas	390,90 \$
Hébergement	1 878,66 \$
Divers	243,42 \$
<b>Sous-total</b>	<b>8 794,42 \$</b>



## Sous-totaux globaux

Transport	74 890 \$
Repas	2 037 \$
Hébergement	11 272 \$
Interprète	3 550 \$
Divers	1 496 \$
<b>TOTAL</b>	<b>93 245 \$</b>